



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Lucé, le 20 septembre 2010

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : 316/RAPAUTO/C10387

Affaire suivie par :

Tél. : 02 37 91 27 60 – Fax : 02 37 90 71 92

Courriel : ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

0031620100920SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER UNE NOUVELLE UNITE DE FABRICATION DE PRODUITS
PHARMACEUTIQUES ET DERMO-COSMÉTIQUES

SOCIÉTÉ LABORATOIRES EXPANSCIENCE

COMMUNE D'EPERNON

PJ : Plan de situation
Projet arrêté préfectoral complémentaire, plans annexés

Par lettre en date du 5 novembre 2008, Monsieur le Directeur Industriel des LABORATOIRES EXPANSCIENCE, dont le siège social est situé 10 avenue de l'arche – 92419 COURBEVOIE CEDEX, sollicite l'autorisation d'étendre l'exploitation d'un établissement de fabrication de produits pharmaceutiques et dermo-cosmétiques, sur le territoire de la commune d'EPERNON, à l'adresse suivante : 4 rue des filles – 28230 EPERNON.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 17 avril 2008 complété les 5 novembre 2008 et 13 janvier 2009 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 4 février 2009.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, DC, E	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
1175	1	A	Emploi de liquides organo-halogénés pour la mise en solution, l'extraction, etc.	Dichloro-éthane	La quantité de liquides organohalogénés susceptible d'être présente étant supérieure à 1 500 litres	1 500	litres	2 000	litres
1432	2a	A	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Ethanol Dichloro-1.2 éthane Méthyléthylcétone Alcool isopropylique Acide acétique	La capacité équivalente totale étant supérieure 100 m ³	100	m ³	C _{eq.} = 154	m ³
1433	Ba	A	Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables, autres que le simple mélange à froid	Dichloro-1.2 éthane, Méthyléthylcétone et Ethanol	La quantité totale équivalente de liq. inflammables susceptible d'être présente étant > 10 t	10	t	18	tonnes
1510	2	E	Entrepôts couverts servant au stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t	magasins	Le volume des entrepôts étant supérieur à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³	50 000	m ³	Q > 500 tonnes V = 55 186	m ³
2240	1	A	Extraction ou traitement des huiles végétales, huiles animales, corps gras, fabrication des acides stéariques, palmitiques et oléiques, à l'exclusion de l'extraction des huiles essentielles des plantes aromatiques	Extraction d'huiles végétales	La capacité de production étant supérieure à 2 t/j	2	t/j	7	tonnes / jour
2920	2a	A	Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides ininflammables et non toxiques	Compression d'air Groupes de froid..	La puissance absorbée étant supérieure à 500 kW	500	KW	175 804 Puissance totale : 1 048	KW
1180	1	D	Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 litres de produits polychlorobiphényles, polychloroterphényles	1 transformateur				450	litres de pyralène
1190	1	NC	Emploi ou stockage dans un laboratoire de substances ou préparations très toxiques ou toxiques visées par les rubriques 1100 à 1189 ;	Mynocycline chlorhydrate - poudre	La quantité totale de substances ou préparations très toxiques ou toxiques, y compris des substances toxiques particulières visées par la rubrique 1150 susceptible d'être présente dans	100	kg	100	kg

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, DC, E	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
					l'installation étant supérieure à 100 kg				
2663 – 2b		D	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), non alvéolaires et non expansés	Flacons vides	Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³	10 000	m ³	3 200	m ³
2685		D	Fabrication et division en vue de la préparation de médicaments à usage humain ou vétérinaire y compris jusqu'à l'obtention de la forme galénique, en dehors des officines de pharmacie non hospitalières		Installations employant du personnel défini à l'article R5115-4 ou R5146-10 du code de la santé publique et non visés par d'autres rubriques de la nomenclature				
2910 - A2		D,C	Combustion lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fuel domestique, du charbon, des fuels lourds ou de la biomasse	4 chaudières au gaz naturel	La puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	20	MW	Puissanc e totale : 6,6	MW
2915 – 1b		D	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles ; lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides,	Température maximale d'utilisation 230° C Point éclair 170° C	La quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25° C) est > à 100 litres mais inférieure ou égale à 1 000 litres	1 000	l	230 °C 170 ° C Q = 340	litres
2921 – 1a		D	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé »	1 tour Chimie	Puissance thermique évacuée maximale inférieure à 2 000 kW	2 000	kW	1 395	kW
2921 – 2		D	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	3 tours	Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »		kW	2 575	kW
2925		D	Ateliers de charge d'accumulateurs,	2 locaux distincts	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	50	kW	Puissanc e totale : 72	kW
1220		NC	Emploi et stockage d'oxygène		La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t	2	t	10	kg
1416		NC	Emploi et stockage d'hydrogène		La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à	100	Kg	3	kg

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, DC, E	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
					100 kg				
1418		NC	Emploi et stockage d'acétylène		La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 kg	100	kg	30	kg

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

La société LABORATOIRES EXPANSCIENCE a une production annuelle de 38 millions de produits pharmaceutiques et dermo-cosmétiques. La société emploie près de 860 salariés dont 275 travaillent à EPERNON.

Le site industriel exploite des installations de production, de conditionnement, de stockage de médicaments et de produits cosmétiques ainsi qu'une unité chimie où sont traitées les huiles végétales de soja et d'avocat. Le traitement d'huiles végétales et les groupes de froid soumettent l'établissement à autorisation.

Situés sur un terrain de près de 10 ha, les bâtiments existants représentent une surface construite de 18 866 m², répartis en 5 blocs :

- un bloc B1 avec les locaux administratifs, le bâtiment de recherche et développement et le restaurant d'entreprise ;
- un bloc B2 qui abrite la fabrication chimie (ML), proche des stockages de solvants en fûts (N), du parc externe comportant les cuves d'huile d'avocat, d'huile de soja, d'éthanol et de dichloro-1.2 éthane ;
- un bloc B3 dédié à fabrication et au conditionnement pharmaceutique ; face au stockage d'articles de conditionnement (S)
- un bloc B4 qui regroupe la production cosmétique et le stockage de produits finis cosmétiques et pharmaceutiques ; la station de traitement physico-chimique des effluents (AC) est à l'arrière de ce bloc B4 ;
- un bloc B5 réservé au bâtiment entretien (AB).

Les installations sont réglementées par un arrêté préfectoral du 28 novembre 2006 complété par les arrêtés complémentaires des 16 juillet 2007 et 30 décembre 2009.

1.3. Présentation de la demande

Le site est dans une zone d'activités industrielles, bordé par le ruisseau d'Houdreville au nord, la rue des quatre filles puis la zone industrielle à l'est, l'avenue de l'Europe puis une zone artisanale au sud et des champs cultivés puis la route départementale n° 28 à l'ouest. L'habitation la plus proche est le pavillon du gardien de la société FRANCE CONES, situé à moins de 100 mètres du site.

Le projet New B2, objet du présent dossier est une extension de l'unité chimie, avec la création d'un bâtiment d'environ 4 400 m². Une ligne polyvalente d'extraction des insaponifiables d'huiles végétales (avocat et soja) y sera installée, ce qui permettra une augmentation de capacité de 30 %. Une 2ème ligne pourra être mise en place à terme et intégrer l'utilisation d'un produit de substitution au DCE. La ligne actuelle du bâtiment B2 initialement prévue d'être conservée en secours, sera finalement démantelée.

Le nouveau bâtiment est situé dans le prolongement du bloc B2 en prenant la place de l'ex pavillon de gardien (P), de la chaufferie et des services généraux (R) ainsi que du stockage des huiles végétales (T). Le parc de solvants actuel sera démantelé et remplacé par un nouveau parc. Un oxydateur thermique sera installé pour traiter les COV. Deux nouvelles TAR seront installées.

La société LABORATOIRES EXPANSCIENCE est située en zone UX du plan d'occupation des sols de la commune d'EPERNON et dont le règlement autorise les constructions à usage industriel. Le site occupe les parcelles 39, 145, 148, 173 à 175, 177, 181, 185, 188, 191, 225 à 230 de la section SZ.

L'établissement est bordé par le ruisseau d'Houdreville au nord, la rue des quatre filles puis la zone industrielle à l'est, l'avenue de l'Europe puis une zone artisanale au sud et des champs cultivés puis la route départementale n° 28 à l'ouest.

L'habitation la plus proche est le logement de gardien de la société FRANCE CONES est situé à moins de 100 mètres du site, aux abords du bâtiment Chimie.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

La construction du bâtiment New B2 avec la création d'une nouvelle ligne en remplacement de celle existante dans le bâtiment B2 permettra d'assurer une augmentation de capacité de 30 %. De plus, le bâtiment est prévu pour recevoir éventuellement une deuxième ligne de production.

Pour la réalisation de ce projet, Laboratoires Expanscience passe du régime de la déclaration à l'autorisation pour les rubriques 1175 (de 1 000 à 2 000 l), 1432 (de 69 à 154 m³ éq.) et 1433 (de 4 à 18 t) et au régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510 (de 43 570 à 55 186 m³) de la nomenclature des installations classées, ce qui a notamment justifié le dépôt d'un nouveau dossier d'autorisation soumis à enquête publique.

1.5. Maîtrise d'urbanisation

Les zones d'effet n'impactent pas des terrains hors des limites de propriété du site. Il n'y a donc pas de maîtrise de l'urbanisation autour du site Laboratoires Expanscience.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 15 avril au 13 mai 2009 inclus., sur les communes d'EPERNON, DROUE-SUR-DROUETTE, GAS, HANCHES et EMANCE (78).

Aucune observation n'a été portée sur le registre d'enquête.

Le SIARE (Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région d'Epernon), par courrier en date du 4 mai 2009, demande au commissaire enquêteur de bien vouloir assortir son avis d'une réserve obligeant l'industriel à réaliser avant la mise en service de son extension, des ouvrages de prétraitement garantissant le respect des normes de rejets fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques du 11 août 2008.

Le Maire d'Emancé, par courrier en date du 4 mai 2009, informe le commissaire enquêteur qu'au nom de la commune d'Emancé, elle émet un avis favorable au projet, sous réserve que le rejet des effluents industriels soit conforme aux normes prévues sur la convention passée avec le SIARE.

Ces réserves ont été prises en compte par l'exploitant qui met en place les dispositions suivantes : afin d'améliorer le traitement des effluents riches de la chimie en terme d'abattement de la DCO et de traitement des sulfates, ce flux transitera par un dispositif de traitement supplémentaire avant de rejoindre les autres effluents dans le bassin tampon de 100 m³.

Ce procédé est composé d'un traitement biologique avec boues filtrées et d'une nano-filtration sur des modules d'ultra-filtration dont la mise en service est prévue pour fin 2010. De plus, un appareil permettant la mesure en continu de la DCO sera mis en service en septembre 2010.

Les valeurs limites de rejets et les échéances de mise en place des appareils et dispositifs sont reprises dans le projet d'arrêté joint.

2.2. Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la Société LABORATOIRES EXPANSCIENCE, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, pour l'extension de son unité de chimie à Epernon.

2.3. Avis des conseils municipaux

La commune d'Emancé, par délibération en date du 15 mai 2009, émet un avis favorable sous réserve que le rejet des effluents industriels soit conforme aux normes prévues sur la convention passée avec le SIARE.

La commune de Hanches, par délibération en date du 23 avril 2009, émet un avis favorable.

2.4. Avis des services consultés

DDTEFP : le 22 mai 2009, **aucune observation**.

DIREN : le 4 mai 2009, **avis favorable**.

ARS (ex DDASS) : **avis favorable** du 31 août 2009 après demande de compléments demandée par la DDASS par courrier du 5 mai 2009.

L'exploitant a fourni les éléments demandés par courrier du 17 juillet 2009.

SDIS : **avis favorable** en rappelant d'attirer l'attention du pétitionnaire sur la nécessité de respecter la notice de sécurité établie par le bureau d'architecture et de réaliser un plan léger opérationnel.

Les autres services consultés ne se sont pas prononcés.

2.5. Autres avis

Le CHSCT a émis, lors de la réunion du 29 avril 2008, un avis favorable à l'unanimité au projet New B2.

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

1) Prévention de la pollution des eaux.

L'eau provient du forage du site pour le refroidissement, les groupes de vide et le process chimie. Le réseau communal alimente le reste des installations. Un disconnecteur empêche tout retour vers le réseau eau de ville.

La montée en puissance de l'activité cosmétiques depuis les dernières années a généré une augmentation de la consommation en eau. L'exploitant a mené en 2008 et 2009 un travail important sur l'optimisation de l'utilisation de l'eau notamment pour les opérations de lavage.

En 2009 la consommation d'eau était de 91 104 m³, répartie en 1/3 d'eau de forage et 2/3 d'eau de ville.

Parallèlement, la mise en place de groupe de vide sec au niveau de l'atelier chimie permet une économie de 5 000 m³ par an.

Sur l'année 2010, les efforts entrepris ont permis, à mi-année, une baisse de 10% de la consommation d'eau.

L'estimation après la mise en service de l'atelier New B2, mentionnée dans le projet d'arrêté joint, est de 82 200 m³, donc inférieure à la consommation de 2009.

Les eaux pluviales et les rejets d'adoucisseurs et d'osmoseurs sont dirigés vers le réseau d'eaux pluviales qui rejoint le ruisseau d'Houdreville. Celles issues du parking transitent au préalable par un séparateur d'hydrocarbures.

Les eaux de refroidissement sont recyclées. Les eaux des tours aéroréfrigérantes du site sont régulièrement contrôlées au titre de la prévention de la légionellose.

Les eaux domestiques sont évacuées vers le réseau eaux usées qui aboutit à la station d'épuration du Loreau.

Les effluents de l'unité chimie et les eaux de lavage de l'unité cosmétique subissent un pré traitement physico-chimique, dans la station interne de l'établissement, avant de rejoindre un bassin tampon de 100 m³, sur le site, puis le réseau eaux usées qui aboutit à la station d'épuration du Loreau. Les autres eaux de procédé, comme les purges de chaudières et celles des tours aéroréfrigérantes du bâtiment Chimie, sont envoyées directement vers ce bassin tampon de 100 m³.

Afin d'améliorer le traitement des effluents riches de la chimie en terme d'abattement de la DCO et de traitement des sulfates, ce flux transitera par un nouveau dispositif en remplacement du physico-chimique avant de rejoindre les autres effluents dans le bassin tampon de 100 m³.

Ce procédé est composé d'un traitement biologique avec boues filtrées, d'une nano-filtration sur des modules d'ultra-filtration. L'abattement en sulfates sur le flux traité peut atteindre des valeurs plus élevées et l'abattement de la DCO sur ce flux contribuera à un abaissement global de la DCO rejetée et ainsi une complète maîtrise de ce paramètre. La mise en service de ce dispositif de traitement supplémentaire est prévue pour fin 2010.

De plus, un appareil permettant la mesure en continu de la DCO a été commandé et sera mis en service en septembre 2010.

Les caractéristiques de l'effluent global sont les suivantes :

Point de rejet n° E.U.I		
Débit de rejet maximal journalier :		240 m ³ /jour
Débit horaire maximum :		10 m ³ /h
Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Maximum journalier autorisé (kg/j)
DBO5	800	110
DCO	2000	210
MES	600	20
Azote global (exprimé en N)	150	5
Phosphore total	50	2
Sulfates	400	/
Sulfures	1	/
Tensio-actif	10	0,96

2) Prévention de la pollution atmosphérique.

Les seuls rejets du bâtiment AG sont les renouvellements d'air des locaux, par les centrales de traitement d'air, après filtration.

Sur l'ensemble du site, les points de rejets à l'atmosphère, hors chaufferie, sont situés au bâtiment chimie. Ces points émettent des composés organiques volatils (COV) dont des substances à phrase de risque R.45 (« peut causer le cancer »), comme le dichloro-1.2éthane (DCE) qui est le solvant utilisé pour l'extraction et le chlorure de vinyle monomère (CVM), qui est généré en petite quantité par l'installation lorsque le solvant d'extraction (DCE) se trouve en milieu basique.

Le DCE est le solvant utilisé pour extraire de l'avocat et du soja la fraction active de ces plantes, les « insaponifiables » présents dans l'huile. Ces insaponifiables sont les 2 principes actifs rentrant dans la fabrication du principal médicament commercialisé par Expanscience : PIASCLEDINE 300.

Pour respecter la valeur maximale d'émission de 2 mg/Nm³ pour le DCE et le CVM, l'exploitant met en place dans le cadre de l'extension de l'unité chimie (projet New B2) un oxydateur thermique pour traiter ces rejets.

Actuellement, le procédé de traitement par charbons actifs présent dans le bâtiment B2 permet de respecter la valeur réglementaire pour le DCE mais ne permet pas d'atteindre la valeur réglementaire pour le CVM, avec une concentration moyenne de 20 mg/m³ au niveau de la ligne stockage et de 30 mg/m³ au niveau de la ligne process (mesures ponctuelles réalisées en 2008).

Le projet New B2 permet une augmentation de la production, tout en réduisant les émissions globales de COV par mise en place de l'oxydateur thermique. La comparaison des flux de DCE et de CVM entre le fonctionnement actuel (flux mesurés) et le fonctionnement futur avec le bâtiment New B2 (flux estimés)

montre une réduction de 40% en DCE et 70 % en CVM. Les flux estimés sont de l'ordre de 350 g/h pour le DCE (au lieu de 588 g/h mesuré en 2007) et 60 g/h pour le CVM (au lieu de 188 g/h mesuré en 2007).

Toutefois, la mise en service de cette nouvelle installation ne peut se faire qu'après réalisation de certaines étapes. Les grandes étapes sont la qualification des installations, la qualification des procédés (soja et avocat), la production des lots de validation, la rédaction d'un dossier d'AMM, l'instruction du dossier et l'arrêt du bâtiment B2.

En effet, l'autorisation de la commercialisation du médicament PIASCLEDINE 300 est conditionnée par l'approbation d'un dossier d'autorisation de mise sur le marché (AMM) accordée par l'AFSSaPS. En effet, toute modification du procédé ou des installations entraîne une mise à jour du dossier qui doit de nouveau être approuvé par l'AFSSaPS.

Compte-tenu du délai d'instruction du dossier d'AMM par l'AFSSaPS dont l'exploitant n'a pas la maîtrise, celui-ci variant de 4 à 10 mois après acceptation technique des lots de validation, deux hypothèses ont été proposées par l'exploitant :

- Hypothèse 1, l'autorisation de l'AFSSaPS est délivrée le 27 juillet 2011,
- Hypothèse 2, l'autorisation de l'AFSSaPS est délivrée le 16 novembre 2011.

L'hypothèse 1 correspond à une date d'arrêt de B2 à fin juillet 2011 et l'hypothèse 2 à une date d'arrêt à fin octobre 2011.

La mise en service de l'atelier de production New B2 démarrera sans attendre le retour du dossier d'AMM de l'AFSSaPS mais les produits ne pourront être commercialisés, ils seront stockés dans l'attente de l'AMM, c'est la raison pour laquelle l'exploitant ne peut stopper l'atelier B2 dont les produits fabriqués sont commercialisables. Un arrêt anticipé de B2 ne permettrait pas de fournir suffisamment de produits pour alimenter le marché jusqu'à l'AMM relative aux productions de New B2.

C'est la raison pour laquelle il existe une période transitoire durant laquelle les 2 unités fonctionneront de manière simultanée. Afin de réglementer le fonctionnement de manière simultanée des 2 unités pendant cette période transitoire, le projet d'arrêté joint prescrit des flux totaux maxima en DCE et en CVM dans les rejets atmosphériques de l'ensemble des 2 unités (bâtiments B2 et New B2).

Ces prescriptions sont basées sur l'Etude des Risques Sanitaire, mise à jour en octobre 2007, concluant à un impact sanitaire acceptable sur le voisinage, et réalisée à partir de mesures ponctuelles des rejets atmosphériques en DCE et en CVM de l'unité chimie (flux mesurés de 588 g/h pour le DCE et de 188 g/h pour le CVM).

Une campagne de mesures des rejets atmosphériques sera réalisée pendant la période transitoire (au cours du premier semestre 2011) afin d'évaluer les flux totaux en DCE et en CVM lors du fonctionnement simultané des 2 unités de chimie.

A l'issue de cette période transitoire et afin de contrôler de manière régulière les émissions atmosphériques issues de l'atelier New B2, une mesure annuelle des rejets atmosphériques de l'unité chimie par un organisme extérieur est prescrite dans l'arrêté joint.

La première campagne de mesures des rejets atmosphériques issues de l'atelier New B2 sera réalisée au titre de l'année 2011 après arrêt du B2 (au cours du deuxième semestre 2011).

L'étude technico-économique relative à la substitution du DCE, réalisée en 2008, avait conclu à l'impossibilité de substitution du DCE, l'exploitant s'est donc orienté vers la solution d'assurer le traitement des effluents pour permettre de respecter les valeurs réglementaires de rejets tant pour le DCE que pour le CVM (sous-produits issus du DCE). Malgré ce constat, EXPANSCIENCE continue à travailler sur la recherche de solvant de substitution. Ainsi, les travaux entrepris pendant l'année 2009 ont permis de mettre en place un réseau de partenaires actuels ou futurs, d'identifier 9 solvants potentiels de substitution du DCE et d'évaluer 3 technologies alternatives.

Dans un premier temps, des essais visant à soutenir des dépôts de brevets seront réalisés, suivis d'études de développement de procédés alternatifs.

Dans le cas favorable où l'un des solvants identifiés se présenterait comme un substituant du DCE en permettant de conserver la même qualité/efficacité produit et compte-tenu des délais liés notamment à la modification du dossier d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) fondée sur un important dossier de sécurité et d'efficacité, l'exploitant estime qu'aucun lot commercialisable utilisant un nouveau procédé développé par les laboratoires Expanscience ne pourra être fabriqué avant 2015, dans la meilleure hypothèse de travail.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un bilan annuel des travaux engagés sur la substitution des solvants à phrase de risque, présentant un plan d'actions révisé et commenté. Cette disposition est reprise dans le projet d'arrêté joint.

3) Prévention des nuisances sonores.

Les installations liées à la mise en service de New B2 susceptibles d'être génératrices de bruit sont les nouvelles tours aéroréfrigérantes ainsi qu'un nouveau groupe froid.

Ces nouvelles installations ne généreront pas d'impact sonore supplémentaire en limite de propriété.

Le pavillon du gardien de FRANCE CONES constitue une zone à émergence réglementée.

La source prédominante de bruit au niveau du site est la tour aéroréfrigérante existante. Expanscience met en place des parois anti-bruit autour de cette tour.

4) Elimination des déchets.

Les déchets produits sont éliminés selon leur catégorie :

- ceux de type banals, assimilés aux ordures ménagères, sont éliminés en centre d'incinération ;
- les déchets industriels spéciaux suivent des filières spécifiques : les fûts, bidons et containers sont valorisés, les boues de station sont éliminées en centre d'enfouissement technique et les autres déchets sont incinérés ;
- les cartons, palettes et ferrailles sont valorisés.

5) Impact sur le trafic routier .

Le projet d'extension ne devrait générer qu'une augmentation négligeable du trafic poids lourd autour du site.

6) Impact sur la santé.

Le dossier comporte une étude relative à l'impact des installations sur la santé des populations.

L'Etude des Risques Sanitaires, mise à jour en octobre 2007, suite à la réalisation d'une tierce expertise prescrite par arrêté préfectoral complémentaire du 28 novembre 2006, met en évidence que le risque est considéré comme acceptable que ce soit en terme d'effets à seuil ou sans seuil, pour le 1,2-dichloroéthane (DCE) et pour le chlorure de vinyle monomère (CVM), et ceci en particulier au niveau du pavillon de la zone industrielle (gardien France-cones).

Le projet New B2 améliore l'impact sanitaire du site par rapport à la situation actuelle par une réduction des flux de DCE et de CVM émis tout en assurant une augmentation de capacité de production de 30%.

7) Examen des dangers.

Pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion sur l'ensemble du site, la société LABORATOIRES EXPANSCIENCE a mis en place les mesures détaillées ci-dessous :

- l'accès au site est contrôlé pendant les heures d'ouverture et un gardiennage est assuré de 17 h à 8h la semaine et 24h/24 les week-ends ;
- des secouristes du travail sont présents dans les différents services de l'entreprise ;
- des équipiers de première intervention sont formés ;
- le personnel de fabrication est entraîné au maniement des extincteurs.

La protection incendie est assurée par les moyens suivants :

- des extincteurs, de différents types, répartis dans l'ensemble des bâtiments ;
- des robinets d'incendie armés (RIA), placés en plusieurs points des ateliers et des laboratoires, notamment deux, à eau et A3F, situés près du bâtiment chimie ;
- des bornes incendie placées le long des chaussées, alimentées par le réseau communal ;
- une motopompe ;
- une réserve d'eau de 500 m³ ;
- une réserve en émulseur de 2 000 litres ;
- un système de détection automatique d'incendie ;
- un système d'extinction automatique d'incendie, associé à une réserve d'eau de 500 m³ dédiée.

En particulier, une détection de fuite d'hydrogène équipe le bâtiment AE. Une détection de vapeurs de solvants est installée dans le bâtiment chimie. Des systèmes de détection de fumée sont présents dans certains bâtiments et bureaux.

Conclusion

L'étude de dangers figurant dans le dossier déposé par la société Laboratoires Expanscience, traite différents scénarios d'accidents. Cette étude montre que lors d'un accident, il n'y a pas de zone d'effet qui sorte des limites de propriété.

Le bâtiment magasin général est muni de murs coupe-feu sur certaines façades, notamment Est (côté rue). Leur toiture est constituée de matériaux non combustibles, et les portes de séparation sont également de type coupe-feu.

Enfin, un bassin de 750 m³ est prévu pour recueillir les eaux d'extinction.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les enquêtes publiques et administratives menées dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation de la société LABORATOIRES EXPANSCIENCE à Epernon ont donné lieu à des avis favorables et un avis défavorable de la DDASS portant sur l'étude des risques sanitaires (5 mai 2009).

Le pétitionnaire a apporté par des compléments d'information, les éléments de réponse aux observations formulées dans cet avis défavorable, à l'issue de ces compléments d'information, l'ARS (ex DDASS) a émis un avis favorable le 31 août 2009.

Le service instructeur émet un avis favorable sur le dossier présenté par le pétitionnaire sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

5. CONCLUSION ET PROPOSITION

Considérant que la demande d'autorisation d'exploiter en extension des activités de fabrication de produits pharmaceutiques et dermo-cosmétiques à Epernon présentée par la société LABORATOIRES EXPANSCIENCE respecte les critères environnementaux requis par la réglementation en vigueur .

Conformément à l'article R512-25 du Code de l'Environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de saisir le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) pour avis sur le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées

Pour le directeur régional et par délégation,
Le chef du service environnement industriel et risques